



Réflexions sur la conjoncture 2007-2009

Lors de la dernière assemblée générale d'ATTAC-Québec, en septembre 2007, nous déplorions une très forte montée de la droite au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Et avec cette dominance politique du courant conservateur, nous constatons la grande difficulté à faire passer nos idées progressistes. Avec la crise globale que nous traversons, une crise économique et financière, mais aussi environnementale, énergétique et alimentaire, les credo de la droite et les fondements du système économique mis en place depuis trente ans sont sérieusement ébranlés.

La crise a montré la profonde inadéquation d'idées qui ont pourtant justifié les plus importantes décisions des élites politiques et économiques au cours des dernières années. Plus que jamais, notre système économique a révélé ses effets mortifères. L'économie néolibérale ne peut mener qu'à sa propre perte, entraînant dans sa chute l'humanité tout entière. D'abord parce qu'elle cause l'épuisement des ressources naturelles et la destruction de l'environnement. Ensuite parce qu'elle mine sa propre santé financière en provoquant la faillite technique de ses institutions phares, les grandes banques.

La déréglementation systématique mise en place par les gouvernements, celle du secteur financier en particulier, a occasionné des abus en tout genre, notamment la conception de produits financiers toxiques et dangereux, dont la gestion irresponsable et hors contrôle a surtout affecté les citoyens et citoyennes les plus pauvres. La recherche d'une croissance constante et illimitée a provoqué un gaspillage insensé des ressources naturelles, des atteintes irréversibles à l'environnement, et un endettement malsain et lourd de conséquences pour la population. Le principe de la «libre concurrence» a plutôt mené à la création d'oligopoles dans les grands secteurs de l'économie, des oligopoles tellement puissants qu'ils en sont devenus trop gros pour tomber («*too big to fail*»); ils peuvent ainsi commettre les pires erreurs en profitant d'une totale impunité, tout en étant renfloués à coup de milliards par des États qu'ils dédaignent.

Devant un échec aussi flagrant, devant les conséquences catastrophiques d'une crise systémique qui affecte l'ensemble de la population mondiale, on aurait pu croire que les gouvernements retiendraient quelques leçons.

Dans un premier temps, les conséquences de la crise paraissaient si graves qu'il devenait quasiment impossible de soutenir les prémices d'un système défaillant. Ce qui nous a valu, avant le G20 de Londres au printemps dernier, des déclarations surprenantes de nombreux chefs d'États. Nicolas Sarkozy parlait de «refonder le capitalisme». Barack Obama affirmait : «Nous devons être responsables. Ceci inclut les dirigeants des firmes financières qui se sont tournés vers le peuple, le chapeau à la main, quand ils étaient dans l'embarras, même lorsqu'ils se sont octroyé leurs habituels et somptueux bonus.» Gordon Brown lançait devant le Congrès étatsunien : «les

placements de tous ne seraient-ils pas beaucoup plus sûrs si le monde entier se mettait d'accord pour interdire les systèmes bancaires parallèles et les paradis fiscaux?»

La crise a entraîné des malheurs à répétition : pertes de domicile, augmentation marquée du chômage, revenus de la retraite largement diminués ou disparus, augmentation du problème de la faim dans de nombreux pays du Sud, etc. Mais elle a tout de même soulevé un certain espoir que les dirigeants politiques comprennent la leçon et soutiennent les réformes nécessaires pour remettre la finance à sa place. L'atmosphère au Forum économique de Davos, d'une part, et au Forum social mondial de Belém, d'autre part, reflétait une situation inhabituelle : alors que les riches invités à Davos balbutiaient et se trouvaient incapables de formuler la moindre solution crédible pour sortir de la crise, les participants du Forum de Belém étaient saisis d'une réelle effervescence et présentaient une multitude d'alternatives pour bâtir cet autre monde possible dont ils avaient tant rêvé.

Quelques mois plus tard, cependant, il devenait de plus en plus évident que les grands changements souhaités ne s'imposeraient pas sans difficulté. Le bilan est lourd : on a réinvesti quelque 10 000 milliards de dollars dans les caisses de ceux qui ont provoqué la crise au détriment des populations de tous les pays qui écotent de ces décisions. Au Canada, les 70 milliards consentis aux banques qui n'en avaient pas besoin montrent le mépris des dirigeants politiques à l'endroit des travailleurs exclus du marché du travail. Les profits déclarés par les grandes banques canadiennes au dernier trimestre montrent que le grand capital se consolide avec l'aide de l'État. Ces sommes faramineuses accordées aux banques ne s'accompagnent pas d'une prise de contrôle de celles-ci et leurs dirigeants n'ont d'ailleurs pas tardé à se redonner des salaires et bonus exorbitants, comme s'ils n'avaient rien retenu de la crise. Ces sommes n'auraient-elles pas profité davantage à l'ensemble de la population si elles avaient été investies ailleurs, autrement, dans une économie libérée du pouvoir excessif des grands financiers ?

Deux rencontres du G20, l'une à Londres en avril et l'autre à Pittsburgh en septembre, n'ont laissé qu'un mince menu et de belles intentions dont rien ne garantit qu'elles se réaliseront. Ce regroupement illégitime des pays les plus puissants, qui exclut entre autres un continent presque entier, (l'Afrique, représentée par la seule Afrique du Sud), ne semble pas parvenir à se détacher de l'intérêt des grandes entreprises qui imposent leur point de vue grâce à un lobbying intensif et un important financement des partis politiques. Si bien que les marchés financiers ne sont toujours pas régulés ; ils semblent plutôt prêts à s'emballer à nouveau et rien ne les empêchera, à l'avenir, de provoquer une crise financière semblable, voire pire que celle qui nous affecte. Les paradis fiscaux se maintiennent et prospèrent, malgré les menaces formulées à leur égard. Les capitaux circulent librement. Et le libre-échange, qui favorise une plus grande déréglementation, est toujours considéré comme une recette miracle, comme si on pouvait ainsi guérir le mal par le mal.

La mince reprise qui s'est amorcée cet automne devient le prétexte pour ne pas agir. Pourtant, de nombreux experts soutiennent que cette reprise sera insuffisante pour avoir des effets réels sur l'emploi, que le chômage s'accroîtra, que la pauvreté ne sera en rien réduite, que la grande majorité de la population ne profitera pas de la relance, et que cette dernière reste d'ailleurs d'une très grande fragilité. Mais pourquoi s'en faire avec ces détails si les banquiers, eux, se portent bien et que l'économie, aujourd'hui même, d'un point de vue statistique, n'est plus en récession ?

Les pays semblent tout aussi incapables de s'entendre sur les enjeux cruciaux, pour l'avenir même de la vie humaine sur Terre, de la lutte au réchauffement climatique. La rencontre de Copenhague ne s'annonce pas très rassurante selon ceux qui en suivent les préparatifs. Le Protocole de Kyoto, certes insuffisant et basé sur des mécanismes de marché dont il faut sortir, reste un processus multilatéral important. Les États-Unis et même l'Europe hésitent à adopter des mesures strictes. L'implantation d'un marché du carbone, qui vise à régler le réchauffement climatique par la création d'un nouveau marché — celui des émissions de carbone — applique une solution aléatoire et purement mercantile à un problème qui nécessite une action rapide, efficace et des réglementations contraignantes impératives.

Malgré tout, nous avons quelques bonnes raisons d'espérer certains changements positifs. Il ne fait pas de doute aujourd'hui que le mouvement altermondialiste — et ATTAC en particulier — a posé de bons diagnostics, que son analyse des conséquences du néolibéralisme était juste et que de nombreux aspects de la crise avaient même été anticipés. Le fait d'avoir eu raison nous rend plus crédibles et nous rassure sur les pistes de sortie que nous proposons : un bon diagnostic est en effet une condition essentielle pour trouver un remède à la maladie.

Jamais les questions mises de l'avant par ATTAC n'ont été aussi visibles sur la place publique. Avec la crise, tant les chefs d'États que les grands médias ont parlé de sujets auparavant tabous : réglementation, nationalisation, paradis fiscaux, évasion fiscale, plafonnement des salaires, taxes sur les transactions financières. Devant un système qui a fait la preuve de sa très grande faillibilité, il faut réagir et trouver des portes de sortie. Or, le mouvement altermondialiste a depuis longtemps dans sa manche de nombreuses propositions pour construire un monde meilleur basé sur la primauté d'autres principes (droits humains, biens publics et commun, démocratie, etc.) — des propositions qui, tout à coup, sont devenues dignes d'intérêt, ne serait-ce parce qu'ailleurs, chez les penseurs et économistes proches du pouvoir, on n'avait plus rien à suggérer.

Dans le brouhaha qui a suivi la crise, on a bel et bien mis en place des mesures pour limiter l'évasion fiscale et «s'attaquer» au secret bancaire — bien insuffisantes, il faut l'admettre, mais qui constituent malgré tout un pas en avant. La taxe sur les transactions financières a reçu d'importants appuis chez certains économistes et auprès de chefs d'États (Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, Gordon Brown). Si bien que le G20 a décidé de créer un groupe de travail qui rassemble une douzaine de pays souhaitant mettre en oeuvre ce type de taxe. Alors que cette taxe semblait une utopie il n'y a pas si longtemps, voilà donc que plusieurs pays cherchent sérieusement à la mettre en place. (Il faut cependant souligner que la taxe proposée, tel qu'on l'a annoncée, est à un taux beaucoup trop bas.) Aux États-Unis, l'administration Obama cherche quant à elle à limiter le salaire de dirigeants d'entreprises aidées par l'État. Il existe désormais un consensus sur la nécessité de réglementer le secteur financier, même si les gouvernements n'ont pas encore vraiment manifesté une volonté d'agir avec fermeté en ce sens.

L'Histoire est lente et il ne faut pas s'attendre à des bouleversements dans les prochains mois. Pourtant, des changements rapides sont nécessaires. Les forces conservatrices et néolibérales demeurent puissantes et bien organisées. Elles agissent toujours efficacement dans

les coulisses du pouvoir. Malgré les effets négatifs de la crise, il ne s'est toujours pas manifesté un mouvement de masse significatif qui forcerait les gouvernements à prendre des mesures plus efficaces pour la contrer, limiter les atteintes à l'environnement et engager nos sociétés sur les nouvelles voies qui s'imposent. Encouragés par les grands médias, stimulés parfois par un racisme sournois qui transforme le voisin étranger en bouc émissaire, de nombreux citoyens et citoyennes en arrivent à soutenir les puissants et le système économique en place, et ce contre leurs propres intérêts.

La conjoncture actuelle justifie plus que jamais la place d'une association comme ATTAC au sein de notre société. Les besoins d'éducation populaire demeurent très grands. Jusqu'ici, ATTAC-Québec a bien réussi à expliquer la crise, dans la mesure de ses moyens. Il lui faut continuer ce travail d'éducation et voir à lui assurer des relais.

Il est important que nous poussions plus loin notre réflexion sur des issues à cette crise car une rechute est à prévoir. Il n'y a pas d'investissements dans le secteur industriel; la course au profit à tout prix se poursuit; des investissements considérables sont nécessaires dans les services publics (pas seulement dans les infrastructures). Les caisses des États sont à sec. Quelles avenues permettraient à la fois de répondre aux besoins sociaux criants de tous les pays tout en garantissant la pérennité de nos écosystèmes? Il nous faut approfondir notre réflexion et poursuivre l'invention d'alternatives au système capitaliste et au néolibéralisme.

Les gouvernements sont à la croisée des chemins : ou ils se laissent emporter par l'inertie et l'intérêt des puissants, au risque de déclencher de nouvelles catastrophes, ou ils s'ouvrent à des idées nouvelles. Il faut donc exercer d'importantes pressions pour qu'ils mettent en place les changements souhaités. Certains chefs d'États ont malgré tout montré d'intéressantes ouvertures à cet égard. Il est absolument nécessaire de créer un rapport de force qui les contraindra à suivre la voix de la raison et du véritable intérêt public, plutôt que celle des intérêts spécifiques d'une minorité.

En agissant de concert avec d'autres organisations qui partagent les mêmes objectifs, avec davantage de citoyens et citoyennes prêts à lutter pour un monde meilleur, nous pensons au sein d'ATTAC qu'il serait possible de faire pencher le plateau de la balance à l'avantage de tous. Nos idées et nos rêves ne sont pas utopiques. Comme plusieurs le disent, c'est poursuivre la fuite en avant actuelle qui est irréaliste. Nous avons plus que jamais besoin de votre appui afin de pouvoir contribuer, dans la mesure de nos moyens toujours, au maintien d'une force d'opposition et de proposition dynamique et efficace qui forcera les gens au pouvoir à prendre les décisions qui s'imposent.